

Compte rendu de la réunion du conseil d'administration du 16 mai 2025 Lycée Camille Jullian, Bordeaux – présentiel et visio

Premier temps - Réunion avec les collègues de grande région académique Nouvelle-Aquitaine

Ouverture de la réunion à 11h00.

21 présents (présentiel ou visio)

Stéphane Allieux (P Lycée Venise Verte, Niort)
Stéphane Arru (P Lycée Raoul Follereau, Besançon)
Joël Bianco (P Lycée Louis-Le-Grand, Paris)
Stéphane Blardat (P Lycée Descartes, Tours)
Rachel Candotti (P Lycée Thiers, Marseille)
Julien Cordier (PA Lycée Berthollet, Annecy)
Didier Guilbault (P Lycée Camille Jullian, Bordeaux)
André Harbulot (P Lycée Montesquieu, Le Mans)
Didier Leroy-Lusson (P Lycée Montaigne, Bordeaux, visio)
Stéphanie Motta-Garcia (P Lycée Henri IV, Paris)
Delphine Nibaudeau (P Lycée Guez de Balzac, Angoulême)
Adeline Raguét (P Cité scolaire Paul Valéry, Paris)
Véronique Redini (P Lycée Jean-Baptiste Say, Paris)
Philippe Tamisier (P Lycée Masséna, Nice)
Jean-Régis Veniant (P Lycée Aliénor d'Aquitaine, Poitiers)
Sylvie Boel (Lycée Edmond Perrier, Tulle)
François-Olivier Joyet (P Lycée Saint-Cricq, Pau)
Sébastien Fouchard, DRAIO de la région académique Nouvelle-Aquitaine
Fabrice Blanquie, SG adjoint de la région académique Nouvelle-Aquitaine

Introduction de Joël BIANCO :

On observe une augmentation progressive des effectifs en CPGE, en particulier dans les formations scientifiques, mais une baisse en CPES. On arrive à un niveau jamais atteint, qui surpasse celui de 2015-2016. Pour autant, nous avons toujours des réflexions : le bien-être, l'ouverture sociale, l'équilibre hommes-femmes dans les formations scientifiques. Des mesures sont annoncées sur ce dernier point et nous devons nous interroger.

Au-delà de ce contexte national, il y a un intérêt pour l'actualité de l'académie qui nous accueille : ouverture du tour de table.

Tour de table :

Au-delà des membres du conseil d'administration de l'association et des correspondants académiques, les personnels de direction des lycées à classes préparatoires des académies de Bordeaux, Limoges et Poitiers étaient conviés à cette réunion. Une participation à distance a également été rendue possible pour favoriser une représentation élargie. Objectif : recueillir le ressenti des collègues sur le fonctionnement des CPGE.

➔ Les moyens alloués à la vie scolaire

L'absence de prise en compte des effectifs de CPGE dans les dotations en CPE et AED, en particulier pour les internats, reste un point de blocage. Il est rappelé que les étudiants de prépa représentent souvent la majorité des internes, nécessitant une surveillance accrue, sans que des moyens spécifiques soient alloués.

Didier Guilbault : Les modalités de calcul des besoins en AED ne tiennent pas compte des étudiants. On doit donc déshabiller le secondaire pour équiper le supérieur. Réponse SG : la situation est connue, mais il n'est pas certain qu'il y ait des pistes d'évolution à court terme en dehors de demandes de gré à gré. Le collègue de Montaigne agit de la même manière, ce qui occasionne la présence de moins de surveillants en journée pour les élèves du secondaire. Un de ses CPE, en décharge syndicale complète, n'est remplacé qu'à 50%. Joël : on avait, à une époque, une solution avec les maîtres au pair, mais ce n'est plus possible réglementairement. A Montaigne, même problématique avec l'infirmière.

➔ **La question des conventions avec les universités**

Le sujet des frais universitaires acquittés par les étudiants, sans contrepartie financière pour les lycées, est évoqué. Certaines universités, en dehors de Bordeaux, reversent une modeste part de ces frais. Ce n'est pas le cas dans notre région. Malgré les précédentes discussions, les universités concernées ont jusqu'ici opposé un refus. Les conventions actuelles prévoient néanmoins un accès facilité aux services universitaires. Encore faut-il qu'elles soient appliquées. La relance des comités de pilotage est envisagée pour faire le point sur ces engagements.

Réponse SG : lorsque les conventions ont été revues, la rectrice Bisagni-Faure avait porté cette question auprès des présidents d'université et cela avait été mal accueilli : ils en font une question de principe, considérant qu'un étudiant de CPGE occasionne des dépenses plus importantes que celles faites pour les étudiants de l'université. Ce n'est pas une position économique. L'université n'a pas besoin de percevoir ces inscriptions pour vivre, mais ils restent sur une position idéologique. C'est une position assez partagée au sein de France Universités. La rectrice avait pris acte de cette position mais attendait que les universités ouvrent leurs équipements sportifs et culturels. Ils doivent revoir les prestations dues par les universités aux étudiants de CPGE. Sous réserve de ce que décideront les recteurs, il y aura une réunion pour échanger sur ces sujets.

Joël : même si la question des versements doit être abordée, il faut être attentif à la celle de l'orientation. Si l'on doit choisir, il préfère renoncer aux versements au profit de la continuité des études des étudiants en CPGE. Si l'association doit se mobiliser, c'est plutôt sur ce dossier. A Paris, seule Dauphine reverse de l'argent, mais personne n'obtient la possibilité de poursuivre ses études dans cette université.

Philippe : il faut garantir la possibilité d'accès aux stages. Certaines universités refusent ces stages. SG : c'est aux proviseurs d'indiquer les besoins.

➔ **Des étudiants font l'objet d'un suivi social important, a fortiori quand les *internats sont fermés les WE*, alors que rentrer en famille est parfois décourageant au regard des échanges avec des parents qui ne comprennent pas toujours l'intérêt des études faites. Didier aurait aimé favoriser un accueil de WE par le CROUS**

Didier : existe-t-il des possibilités ? Est-ce utopique ? Le SG va l'évoquer avec le DG du CROUS.

Joël : n'est-ce pas périlleux de faire faire cela à un étudiant, vu les bagages à préparer, pour deux jours ? Le plus simple est de maintenir l'internat ouvert. Cela ne requiert qu'un agent de loge.

Philippe : les collectivités n'ont pas les mêmes politiques.

Didier : au-delà des personnels de loge, les commissions de sécurité nous conseillent de renoncer à ce type d'accueil. Or si on ne le fait pas, on perd des étudiants.

A Montaigne : les SG ont reçu des restrictions en matière de personnels de loge, dont le temps de travail va être diminué. Les problèmes de cartes d'étudiants empêchent les étudiants d'accéder aux installations universitaires.

SG : c'est intolérable et les recteurs vont se rapprocher des universités à ce sujet.

Sylvie à Tulle : même problématique que dans les grandes villes. N'ont plus de personnels de loge, donc ferment le WE et rouvrent le dimanche soir. Ne pas assurer l'accueil le WE est compliqué pour les étudiants (rentre chez eux ou trouver un hébergement ? CROUS peu présent). Cela a pour conséquence des situations de précarité pour les étudiants qui ne peuvent assurer leur loyer, leur transport et leur nourriture. C'est inquiétant en termes d'égalité des chances.

Joël et Stéphanie découvrent cette problématique dont ils ne soupçonnaient pas l'ampleur.

Stéphane : un audit RH a été réalisé par la région Nouvelle-Aquitaine pour l'ex-Poitou-Charentes à propos de la masse salariale des agents, pour harmoniser les pratiques entre les trois anciennes régions. Un second audit est en préparation, ce qui occasionnera un grand coup de rabot.

André : quand les concours sont pendant les vacances, on a des difficultés à trouver des personnels de loge.

Jean-Régis est là depuis deux ans. Il vient de Bayonne, où ce n'était pas ouvert le WE. Il a eu une petite appréhension en découvrant une ouverture à Aliénor 7/7j. Les étudiants sont seuls dans l'établissement tout le WE et y circulent avec un badge, il y a un cadre d'astreinte.

St Cricq : tout cela a des conséquences sur le recrutement. Entrée libre, badge plus vidéo.

Véronique fait appel à une société de gardiennage pour les WE.

Julien : il y a une ouverture le dimanche soir. Les portails automatiques peuvent permettre une ouverture le samedi soir. Cela représente deux fois 6h d'AED. Mais cela signifie qu'on prend les moyens du second degré.

Philippe : le système de badge est hors contrôle.

Joël : cela peut-il faire l'objet d'un courrier ? Ces différences entre académies posent un problème d'équité.

A Descartes : 3 CPE, 2 infirmières, 2 AED dans les internats. Donc Orléans-Tours semble bien doté. Le président Bonneau montre beaucoup d'intérêt pour les étudiants.

Philippe : il faudrait dénoncer ce problème d'iniquité territoriale assez flagrante, qui impacte les populations défavorisées qui ont du mal à se loger.

Joël va préparer un courrier qu'il adressera à Carole Delga, présidente de Régions de France (voir ci-joint).

→ **Le devenir des CPGE** : une inquiétude croissante existe quant au soutien de l'État à ces formations, jugées coûteuses pour l'institution malgré un bon rapport qualité-prix pour les étudiants.

SG : pas de risque avéré de remise en question du modèle des CPGE. Rien n'est remis en question par le MEN. Ce modèle reste attractif au regard du tour de table qui vient d'être fait.

→ Questions diverses :

- Didier a interrogé un représentant d'étudiants dont le parcours est intéressant : après sa terminale, il n'a pas osé aller directement en prépa et a donc choisi la CPES. Il a ensuite été pris à Toulouse St Sernin mais est rentré à Bordeaux. Il insiste beaucoup sur le fait qu'il avait besoin d'être dans un environnement connu, avec des adultes qui le suivaient. Il demande que l'on soit attentif à l'accueil pour les étudiants recrutés qui ont besoin d'un suivi plus particulier et de bien-être.
- Joël souhaite que les collègues qui ont des formations particulières puissent en dire un mot, suite à l'interpellation des associations de professeurs.
 - Stéphane, Lycée de la Venise verte à Niort, avec une ECT et une ECP. 150 étudiants. Il a fallu lutter contre le scepticisme. Les étudiants ne sont, pour ainsi dire, pas sélectionnés. Une équipe de jeunes enseignants accompagne ces étudiants sur cette année préparatoire. A l'issue de l'année de mise à niveau, une dizaine-quinzaine intègre l'ECT. Ils envisagent de régionaliser leur recrutement. Ils ont développé un gros projet de Cordée pour le développer. Ils sont 15-20 étudiants en ECP et une quarantaine en ECT. Ils se sentaient à l'ombre de Bordeaux, mais ils montent en puissance grâce à la qualité du travail fourni. HEC a recruté l'an dernier deux anciens Bac pro. Ils espèrent en faire entrer encore. Cela démontre qu'en intégrant des jeunes, sans les sélectionner, on les emmène sur une dynamique fructueuse. Question de Philippe : les voies professionnelles d'accès ? Stéphane : toutes les filières, plutôt tertiaires, mais aussi industrielles, qui fonctionnent bien.
 - Hugues à Montaigne : BCPST qui intègre en Agro. « Cycle préparatoire Montaigne-BSA ». Deux constats : le public de BCPST s'autocensure plus que d'autres, la région est porteuse d'emplois en agronomie, mais certains élèves ne postulaient pas car ils avaient peur du concours. Comment pallier ce problème, sachant qu'il y a une fuite en fin de première année au regard du niveau attendu pour vétérinaire (les pays européens voisins accueillent nos étudiants plus facilement ; certains partent au Portugal ou ailleurs) ? C'est réservé aux Bacs généraux. L'accord est multipartite avec plusieurs ministères, et le dispositif se fait à moyens constants. Les étudiants suivent le cursus. Puis les TIPE se font en accord avec Bordeaux-Sciences-Agro. Ces élèves ne peuvent pas présenter les concours en fin de deuxième année. Ils font un stage à BSA pour préparer leur intégration l'année suivante. Retour : les étudiants jouent très bien le jeu, réussissent bien et sont rassurés, sécurisés. Cela ne représente que trois élèves par classe. Joël : si un étudiant souhaite présenter d'autres concours, le peut-il ? Non, le contrat est clair dès le début de l'entrée. Philippe : comment empêcher un étudiant de s'inscrire au concours ? Réponse : c'est un contrat moral. SG : BSA a contacté le rectorat pour poursuivre cette expérimentation dans deux autres lycées. Joël : repèrent-ils des étudiants plutôt boursiers, dans l'autocensure ? Un même élève peut-il candidater aux deux ? Comment sélectionnent-ils, en fonction de PCS ? Hugues veille à l'origine géographique, le milieu rural. Ils communiquent tout l'année, sous toutes les formes possibles, sur cette ouverture sociale et géographique. Stéphanie : à terme, BSA souhaiterait avoir une prépa intégrée ? N'y a-t-il pas ce risque ? Philippe : BSA ne paye pas la formation. Hugues : ils ont déjà un partenariat avec une

université. Ils recherchent juste à diversifier leur recrutement. Ces étudiants ne prennent pas la place de BCPST. Ce parcours a été initié l'an dernier. D'autres BCPST semblent vouloir le faire également.

- CPES à Montaigne : Sciences et société, avec l'université de Bordeaux. Problème d'acronyme avec celui de Didier. Didier a la CPES (prépa à l'enseignement supérieur). Au bout d'un an, ils intègrent une Hypokhâgne ou vont à l'université puisqu'ils ont les crédits ECTS.
- Quel regard sur le décrochage d'étudiants qui quittent la formation d'Hypokhâgne avant les vacances d'automne ? Cela n'est pas nul sur la première moitié du premier semestre. M. Fouchard : ils ne connaissent pas encore bien ce phénomène. Quels sont les motifs de ce décrochage ? Cela pose la question de l'accompagnement pédagogique. Il faut sécuriser le parcours. Didier : cela est une curiosité de sa part : à son arrivée, il a été surpris de comparer les effectifs au 01/09 et au 30/10. Une réflexion a été menée avec les professeurs. Des remises en question ont été faites. C'est moins alarmant aujourd'hui. Cela se remarque-t-il ailleurs ? M. Fouchard n'a pas d'éléments chiffrés. Est-ce plus massif chez les littéraires que chez les scientifiques ? Stéphanie observe des démissions chez elle, les étudiants littéraires étant plus fragiles, sensibles. Certains ont à construire leurs représentations sur l'ENS et les grandes écoles. Philippe : le retour des anciens étudiants joue sur l'ouverture des horizons ; les spécialités ont une importance sur cela aussi (pas que du classique). M. Fouchard : il faut travailler sur le sens de ce type d'études. André : l'accumulation et la lourdeur de toutes les matières impressionne les HK ; mais ils savent qu'ils peuvent être accueillis en S2 de L1. Stéphanie : en ECG, ils ont mis en place des stages en entreprises en première année. D'autres le font-ils ? Oui, retour très positif, à l'étranger, pour Descartes, avec entretiens de personnalité. Philippe : quel support de convention est utilisé ? Stéphanie prend celui utilisé dans le second degré, validé par le service juridique du rectorat de Paris. Philippe : certaines chambres de commerce de Haute-Savoie refusaient ces stages hors période scolaire. Des universités ont refusé aussi pour des raisons de charge de travail administratif, s'adossant aux conventions et à l'absence de support juridique. M. Fouchard : cela reste un stage d'observation. Stéphanie envisage de le proposer aussi aux A/L. Philippe : cela résout aussi le problème d'absentéisme des professeurs qui font passer des oraux. Stéphanie propose aussi la réalisation de stages ouvriers.

Didier remercie les deux conseillers techniques du recteur ainsi que les participants en visio. Il est satisfait de ce partage. Joël souscrit à ce propos. Nos CA, qui se réunissent désormais systématiquement hors de Paris, permettent de découvrir les problématiques propres aux académies en faisant circuler les Conseils d'administration d'un lieu à un autre.

L'APLCPGE a passé une convention avec Thotis. Il est prévu que Thotis fasse des immersions dans les établissements des adhérents à l'association. C'est ouvert, les collègues intéressés doivent le faire savoir à Stéphanie, qui est leur contact. Les capsules vidéo qui ont été réalisées sont jugées très réussies.

Fin de la réunion à 12H50.

Second temps - Conseil d'administration élargi

Début de la réunion à 14h05.

Présents (présentiel et visio) :

- Membres du Conseil d'administration :
Eric ALLIES DE GAVINI (P Lycée Lakanal – Sceaux – Versailles) - Stéphane ARRU (P Lycée Raoul Follereau – Besançon) - Joel BIANCO (P Lycée Louis-Le-Grand – Paris – Paris) - Stéphane BLARDAT (P Lycée Descartes – Tours - Orléans – Tours) - Rachel CANDOTTI (Proviseure - Lycée Thiers – Marseille - Aix-Marseille) - Julien CORDIER (PA Lycée Berthollet, Annecy – Grenoble) - Sandrine DEMARGER (P Lycée Camille Vernet, Valence – Grenoble) - Didier GUILBAULT (Proviseur - Lycée Camille Julian – Bordeaux – Bordeaux) - André HARBULOT (P Lycée Montesquieu - Le Mans – Nantes) - Stéphanie MOTTA-GARCIA (P Lycée Henri IV – Paris)

– Paris) - Delphine NIBAUDEAU (P Lycée Guez de Balzac – Angoulême – Poitiers) - Adeline RAGUET (P Lycée Paul Valéry – Paris – Paris) - Véronique REDINI (P Lycée Jean-Baptiste SAY – Paris – Paris) - TAMISIER Philippe (P Lycée Masséna – Nice – Nice)

En visio : D'ANGELO Maurice (Proviseur - Lycée Pierre de Fermat – Toulouse) // BASSO Mireille Proviseure - Lycée Saint-Louis – Paris) // CARBAJO Pierre (Proviseur - Lycée Pasteur – Neuilly)

Excusés : BECKRICH François (P Le Parc LYON) – CHARPENTIER Pascal

Ordre du jour :

1. Vie de l'association
 - Campagne d'adhésions
 - Animation du réseau des correspondants académiques
 - Mise à disposition de ressources sur l'espace adhérents de notre site
 - Mise à jour de l'annuaire
2. Actualité nationale et dans les académies
3. Communication externe
 - Site Internet
 - Réseaux sociaux
4. Préparation de la deuxième édition de notre enquête (octobre 2025)
5. Programme d'activité 2025-2026
6. Questions diverses
 - Partenariat Thotis

Introduction par Joël Bianco, président

Bienvenue à tous les membres du Conseil d'administration et à Thotis, venu réaliser des capsules. L'équipe présente va en tourner quatre supplémentaires :

1. le bien-être étudiant en prépa, notre enquête avec le CEPREMAP
2. La double inscription universitaire, la problématique des conventions
3. l'actualité des prépas : retour en force (presque 87 000 étudiants actuellement, niveau jamais atteint)
4. pour les parents, quelle est la moyenne requise pour entrer en prépa ?

Les membres présents s'accordent sur des éléments de langage concernant ces quatre points.

Contact pour les immersions : Stéphanie (Philippe lui envoie les coordonnées des volontaires). Le concept : Thotis suit un étudiant en immersion et rencontre des professeurs.

La convention avec Thotis est signée pour une année.

1- Vie de l'association, fonctionnement interne

➔ Campagne d'adhésion

La campagne commence le 1^{er} juin 2025, après le CA de ce jour. Les collègues adhèrent pour l'année scolaire à venir, 2025-2026.

Philippe : le système HelloAsso a bien fonctionné (il représente 90% des adhésions). On continue donc à l'utiliser. Il envoie un nouveau courrier la semaine prochaine pour les adhésions et réadhésions. Les correspondants académiques relancent les collègues sur le terrain, après avoir eu accès aux listes. Rachel et Laurent relancent les correspondants en rappelant la nécessaire sensibilisation des adjoints. Il s'agit d'une adhésion personnelle et non d'établissement.

➔ Animation du réseau

Il faut compléter le réseau des correspondants académiques. Moins urgent pour certains territoires ultramarins où il n'y a souvent qu'un lycée à CPGE. Mais plus problématique dans certaines académies : Clermont-Ferrand n'est pas couvert, Limoges, Montpellier, Rennes (contacter Nathalie Dupin).

Comment procéder ? Rachel et Laurent vont contacter les académies.

➔ Mise à disposition de ressources sur l'espace adhérents de notre site.

André se met en contact avec Pascal pour un transfert de documents en vue de la mise en place de la FAQ sur le site d'ici l'été.

➔ Mise à jour de l'annuaire

Un gros travail a été fait par Jean-François. Julien met à jour le fichier.

2- Actualité nationale et dans les académies (mouvement et académies)

- Paris, Véronique : opacité sur les nominations à Paris.
- Versailles : problèmes de convention, d'internat. Intéressé par une réflexion des ouvertures des internats en Ile-de-France. Il serait intéressant d'objectiver les moyens alloués par les rectorats pour les prépas littéraires, en notant ce qui est obligatoire. Un petit groupe de travail se constitue : André, Stéphanie, Eric, Adeline. Maurice, Toulouse. Au-delà des mutations, problème de carte des formations (fermeture d'une CPGE ECG 1^{ère} année au Lycée Clément Marot de Cahors, ouverture d'une CPGE MPSI au Lycée Fermat de Toulouse). Convention avec les universités : le dialogue a été relancé par le recteur précédent, avec des groupes de travail avec les Universités UT1 Capitole, UT2 Jean Jaurès et UT3 Paul Sabatier, travaux dont les conclusions ne sont pas encore connues. Tout n'a pas été remis à plat, mais des ajustements nécessaires ont été réalisés.
- Nice : Philippe reprend le flambeau. Bonne entente avec les collègues. Contacts renoués avec les différents établissements au moment des concours. Synchrones pour les conférences lors des salons. Les adhésions montent. Un départ et on attend la suite. Reversions forfaitaires (30€ par étudiant inscrit, à l'exception des boursiers). Peu d'élèves sans solution. Pas d'ouvertures ni de fermetures prévues.
- Nantes : deux nominations à Angers et Nantes. Prise en charge par le FS des étudiants africains. Interrogations sur l'utilisation du FS et des caisses de solidarité.
- Orléans-Tours. 8 établissements en attente de chefs d'établissement, couverture sur les deuxième et troisième mouvements. Prise de contact avec chacun quand les résultats seront tombés. Relations cordiales et étroites avec l'université. Pas de reversement. Les étudiants sont accueillis convenablement.
- Poitiers. Un seul mouvement pour le moment. Arrivée de Caroline Patissier à Guez. Isabelle Grollier, Camille Guérin, prendra le relais pour le rôle de correspondant académique. Convention signée avec l'université mais la bonne entente reposait sur une personne volontaire, qui ne présidera pas l'une des commissions mixtes cette année.
- Bordeaux. Didier est personnalité qualifiée de l'université et va tenter de faire évoluer les choses.
- Stéphanie : à Paris, la convention cadre n'a pas été transmise aux établissements. Tout est au point mort.

3- Communication externe

➔ Site Internet

Pascal a fait un gros travail, le site a bien évolué. Il joue très bien son rôle en termes de ressources.

➔ Réseaux sociaux

On a très bien avancé grâce au travail de Julien, ce qui nous donne une plus grande audience et nous permet d'offrir une image dynamique de l'association.

Idem avec Thotis, même si c'est parfois trop et qu'on prend le risque de lasser.

Les capsules faites aujourd'hui vont rapidement être mises en ligne puis être stockées dans leur docuthèque, en plus de leur diffusion sur Tik-Tok, LinkedIn et Instagram.

Rappel de la consigne : « on *like* et on *republie* ».

➔ Sortie d'un nouveau A4 prévue en juin. Mot du président, adhésions, interview de Didier Guilbault.

➔ Prévoir une visio pour accueillir les nouveaux collègues, chefs et adjoints : mercredi 9 juillet à 15h. cette visio sera suivie du dernier bureau de l'année scolaire.

4- Préparation de la deuxième édition de notre enquête (octobre 2025)

Doit-on modifier ce questionnaire et quand le lance-t-on ?

Mettre à jour les intitulés des prépas (différencier les premières et deuxième années), pour que les étudiants n'aient plus qu'à cocher leur formation.

Philippe propose de rajouter une clé établissement, pour les collègues qui souhaitent avoir les éléments de leur propre établissement. Le questionnaire reste anonyme pour les étudiants. Seul un établissement qui en fait la demande pourra avoir ses résultats. Comme entendu initialement, personne ne peut accéder aux résultats.

Envoi de début octobre à mi-novembre 2025 pour les deuxièmes années (première vague).

Pour les premières années : entre vacances d'hiver et de printemps 2026.

5- Programme d'activité 2025-2026

Visio fin septembre : mercredi 24 septembre 2025, 14h30.

CA d'octobre : proposition d'Amiens, Lycée Thuillier ou Nancy, Lycée Poincaré. Vendredi 10 octobre 2025.

Congrès : 16 et 17 janvier 2026.

CA de printemps à Montpellier en mai 2026.

Objectifs d'activité :

- Mettre l'accent sur le bien-être.
- Réfléchir, en lien avec la demande de la ministre, à la problématique de la féminisation des filières scientifiques. Faire des propositions : des classes de filles ? des filles à hauteur de 30% ? Mireille : certainement pas. On a un vivier et on ne peut se permettre de faire baisser le niveau. Il faut plutôt parler des sciences dès la maternelle. Joël : prévoir des quotas ? Julien et Hélène : plutôt travailler sur l'autocensure, en amont de Parcoursup, avec la constitution de groupes de spé presque exclusivement féminins. André : le travail en amont avec les stages *First* paie. Véronique : pas d'accord avec l'idée de la baisse de niveau, alors que les filles sont notées plus sévèrement que les garçons ; on peut faire varier le recrutement grâce aux notes de philo ; à la fin de la première année, filles et garçons d'équilibrent. Eric : partir de l'existant dans ce qui est remonté au MEN avant de faire des propositions, dans la mesure où c'est une préoccupation des proviseurs et où des expérimentations ont lieu. Les professeurs disent bien que le seul examen des dossiers fondé sur les notes ne suffit pas. Philippe : pour les prépas scientifiques, seules les MPSI et les MP2I sont véritablement concernées, il faut le rappeler. On peut classer les filles comme on classe déjà les boursiers parmi ceux qu'on appelle. Rachel : il faut les appeler dès le premier tour pour leur donner confiance. Stéphanie : ce n'est pas parce qu'on les classe qu'elles viennent. Hélène : même si cela peut sembler provocateur, les hommes sont compétents par nature, donc ils ne se posent pas la question. Cette affaire ne devrait pas être une question, cela devrait être travaillé en amont. On est sur l'éducation donnée dès la petite enfance, à la maison comme à l'école. On ne peut sélectionner pour de mauvaises raisons, les compétences n'étant pas une question de sexe. Elle a reçu une proposition de coaching féminin de la MAE et n'y a rien appris : elle a confiance en elle, sinon elle ne serait pas là. Joël : quelles pistes au nom de l'APLCPGE ? Rachel évoque la formation dont ses professeurs ont bénéficié de la part d'une chercheuse, suite à leur labellisation nationale « Egalité filles-garçons », et cela a vraiment changé les regards et pratiques. Joël nous envoie le rapport et recueillera nos retours, de façon à se faire l'écho de notre pensée. Peut-être pourrions-nous faire une tribune dans la presse ? André propose de recueillir les pratiques des collègues adhérents. Joël : en tout cas, il faut un document synthétisant notre pensée.

6- Questions diverses

- Joël a assisté le 13 mai à une **réunion DGSIP** au MEN, où un point a été fait sur la prépa. M. Teillard a indiqué l'augmentation des vœux et évoqué un nombre étrange de réorientations. Joël nous enverra le CR dès réception. La DGSIP : peu de changement en termes de carte de formation. Long exposé de l'IG sur les prépa ATS. Joël a préconisé une campagne nationale de promotion des CPGE. Réponse : la ministre est très motivée par la question de la féminisation des filières scientifiques.
- Signature d'une **charte initiée par Centrale-Supélec**, après l'accord du bureau. C'est une déclaration d'intention, déjà signée par l'UPS.
- Fait-on une communication sur **l'ouverture des internats le week-end**, dont on a constaté ce matin qu'il y avait des inégalités territoriales, générant des inégalités en termes de réussite. Joël va préparer un courrier qu'il adressera à Carole Delga, présidente de Régions de France (voir plus haut).
- **Réunion Parcoursup** du 6 mai : le rapport public va être précisé ; remise à zéro des blocs d'appel et du surbooking vers le 6 juin ; les places à l'internat seront distribuées le 6 juin aussi. Sinon peu de changement.
- Sollicitation par la chercheuse Diane Sam-Mine. Julien a fait le travail de synthèse de la demande : labo STAPS à l'Université d'Artois. Mme Sam-Mine a été sensibilisée par l'APLCPGE suite à l'enquête sur le bien-être. Beaucoup de travail sur la gestion du stress, mais peu de publication sur les étudiants de prépa. Proposition de trousse pour les étudiants pour leur permettre de mieux appréhender leur stress. Deux questionnaires, le premier rapide, le deuxième sera le support de l'expérimentation. Un, public, sur le fonctionnement du

cerveau, un sur *Grow myself* (2h), un troisième sur les deux thématiques. Suivi des résultats. Alerte : y a-t-il une volonté marchande ? Ce n'est pas le cas car c'est une université française. Les établissements intéressés peuvent se signaler et recevront les informations. Il faut un panel de 1 000 étudiants pour que l'enquête soit valable.

- Petit souci avec la **BEL** cette année (rupture de confidentialité d'un sujet). Ecrit-on pour indiquer que la communication avec les chefs de centre avait pêché ? Du reste, chaque banque de concours a ses propres consignes. Philippe propose un courrier pour l'ENS.

Constats :

- ✓ Epreuve de LV de l'ENS Lyon du 18 avril reporté au dernier moment
 - Message par mail aux chefs de centre la veille à 23h00
 - Pas d'appel ni message sur portable des chefs de centre
 - En attente de confirmation le matin même
 - SMS de l'ENS à 09h00 pour un début d'épreuve à 09h00...
 - Toutes les autres banques sont sur SMS ou WHATSAPP
- ✓ Plusieurs ENS qui organisent leurs propres épreuves (Lyon, Ulm, Saclay) dont la Bel qui a sur une durée de 7 jours deux organisations différentes (Lyon pour 3 jours et Ulm pour 2 jours).
 - Nécessité d'harmoniser les pratiques et les consignes
 - Nécessité d'harmoniser aussi les modèles de copies...
 - Plusieurs livraisons distinctes mais parfois sans précision (copie interENS... mais de qui ?)
 - Retour des copies risqué
 - Pas de bordereau de retour fourni
 - Pas de récépissé
 - Pas de calendrier dans beaucoup de banques
 - Attention aux transporteurs mandatés : parfois le sérieux n'est pas au RDV.
- ✓ Message lancé aux adhérents sur les disparités de consignes entre les différents concours :
 - Actuellement 8 retours
 - Beaucoup de points concordants
 - Cela peut paraître des détails, mais cela complexifie quand nous accueillons plusieurs banques de concours avec les mêmes surveillants
 - Des exemples :
 - Numérotation des copies
 - Emargements
 - Numérisation
 - Ramassage
 - PV
 - Sorties toilettes
 - Certaines procédures nous semblent pertinentes sur le terrain : l'idée est de les faire remonter aux différentes banques (qui feront ce qu'elles voudront de ces remontées, mais nous les aurons averties...)

Proposition de concaténer ces retours et de faire une proposition de visio rapide avec les responsables des banques de concours

- Rachel : a besoin du CA sur la mission de l'animation des correspondants. Il y a des départs. Accepte-t-on que des partants proposent leur successeur ? Oui. Laurent doit envoyer le lien pour la visio correspondants académiques. Joël indique à Rachel ce qui a été acté plus tôt dans la réunion. On se fonde sur le volontariat.
- Julien : Thotis a déjà mis en ligne les capsules...

La prochaine réunion de bureau se tiendra : mercredi 9 juillet, 15h30, après la réunion de présentation aux nouveaux collègues.

Fin de la réunion à 17h00.

Le secrétaire général,

Philippe Tamisier